

Le capital naturel ou capital vert : un objet fictif mal identifié

Jean-Marie Harribey

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2014/01/22/le-capital-naturel-ou-capital-vert-un-objet-fictif-mal-identifie>

Je reviens sur un point de théorie crucial pour prendre la « mesure » de l'enjeu socio-écologique de la sauvegarde des écosystèmes naturels. C'est d'autant plus urgent que, semaine après semaine, les interventions très médiatisées de rapporteurs et de théoriciens se multiplient et ressassent lieux communs, apories et autres billevesées. Ainsi, le rapport de l'Assemblée nationale du 14 janvier 2014, présenté par Éva Sas, pour prendre en compte de « **nouveaux indicateurs de richesse** », ou bien encore l'ouvrage de Christian de Perthuis et Pierre-André Jouvét, *Le Capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, (Paris, Odile Jacob, 2013), perpétuent des confusions intellectuelles qui font courir le risque d'une impasse stratégique en matière de soutenabilité du développement.

Tout le monde en convient, le capitalisme, en quête d'une croissance économique pour poursuivre l'accumulation infinie du capital, épuise les ressources naturelles et menace les conditions de reproduction des êtres vivants, dont en premier lieu l'être humain, et des écosystèmes. En prenant au pied de la lettre l'expression « non-prise en compte » de la nature, il est ainsi diagnostiqué que ce serait là l'origine du désastre écologique. Il en résulterait l'« ardente obligation » (un vieux mot du général De Gaulle au sujet de la planification française de son époque) de « prendre en compte », enfin !, cette nature galvaudée et méprisée. Je récapitule ici les raisons de l'impasse dans laquelle s'est engagée une démarche se présentant pourtant animée d'une bonne intention. Toutes ces raisons peuvent être résumées en ceci que le capital dit « naturel » ou « vert » est un objet fictif mal identifié (OFMI) parce qu'il est présupposé que la nature possède une valeur économique intrinsèque et/ou qu'elle est en soi créatrice de valeur économique.

La fiction de la valeur économique intrinsèque

Les ressources naturelles ne sont pas produites par l'homme. Et, l'activité économique humaine utilise ces ressources. Sans elles, aucune activité économique ne serait possible. En utilisant les termes de l'économie politique, sans les « valeurs d'usage » naturelles, il n'y aurait aucune « valeur » créée par le travail. Prenant conscience de cette évidence à la vue de la crise écologique, les économistes dominants (les néoclassiques dans le vocabulaire courant) ont développé maintes solutions pour mesurer ce qu'ils nomment désormais « valeur de la nature ». Comme il n'existe aucun prix de marché pour dire ce que « valent » un bon climat, une plage propre, la pollinisation par les insectes, la biodiversité, etc., ces économistes proposent notamment d'évaluer cette nature par le coût de réparation des dommages qu'elle subit à cause de l'activité humaine. Ainsi, le coût du nettoyage d'une plage souillée par une marée noire donnerait la valeur économique intrinsèque d'une plage propre. Autre exemple, la valeur économique des services rendus par les chauves-souris mangeuses de petites bêtes nuisibles aux cultures serait donnée par la valeur des insecticides que l'on n'aurait pas besoin de répandre : 22,9 milliards de dollars économisés par an aux États-Unis.

Pourquoi introduire la « valeur intrinsèque » du « capital naturel » dans la « valeur économique totale » ? Pour « permettre à nos sociétés de retrouver un véritable regain économique »^[1]. On voit bien l'incohérence du discours dominant : ou bien la valeur de la nature est d'ordre économique et on ne peut la déclarer intrinsèque, ou bien on ne considère pas la valeur de la nature comme relevant de l'économique, on la nomme intrinsèque, c'est-à-dire incommensurable à l'économie, et on ne peut pas l'ajouter à la valeur économique comme le font la plupart des économistes !

La valeur de la nature n'est pas d'ordre économique, elle appartient à un autre registre, celui du politique, de l'éthique ou du philosophique. Il suffit de le dire ainsi sans utiliser le qualificatif d'intrinsèque, car, d'une part, s'il faut « attribuer » une valeur à la nature, c'est qu'elle n'est pas intrinsèque par définition, et, d'autre part, la catégorie « valeur » est une catégorie socio-anthropologique et non pas naturelle. Si l'on décide de faire payer l'usage d'un bien naturel, le prix ne résultera pas d'un coût de production ou d'un mécanisme de marché, mais sera directement politique et reflètera la norme qu'aura décidée la collectivité, et en aucun cas il ne mesurera une valeur dite intrinsèque.

Poursuivant le raisonnement néoclassique, tous les « reconstruteurs » de véritables indicateurs de richesse, tous les « reconsidérateurs » de la richesse imaginent qu'il serait possible de calculer un produit intérieur brut vert (PIB vert) ou tout autre indicateur avoisinant. Dans quelle impasse se fourvoient-ils ? Le PIB fait la somme de toutes les valeurs ajoutées monétaires, qu'elles soient vraiment utiles ou pas, duquel on déduit l'amortissement des équipements pour obtenir le produit net : on additionne ainsi des valeurs ajoutées « propres » et des valeurs ajoutées « sales » pour le dire de manière imagée. Si on veut déduire du produit net d'amortissement habituel la dégradation écologique, il faut l'évaluer en monnaie. Mais on ne sait pas le faire. La solution de remplacement consiste à estimer la « perte de valeur intrinsèque » par le coût de la réparation que l'on a opérée. Autrement dit, dans le produit net ainsi ajusté, il y aura du côté « plus » la valeur ajoutée par les secteurs d'activité pollueurs ou destructeurs (dont on ne peut pas ne pas tenir compte car ils auront distribué des revenus) ainsi que la valeur ajoutée correspondant à la réparation, et du côté « moins » la valeur de la dégradation mesurée par ce que l'on viendra à l'instant d'inscrire comme réparation du côté « plus ». Ce point avait été implicitement admis par la Commission Stiglitz^[2]. Mais la conclusion logique n'est jamais tirée, à savoir qu'il y a rupture de l'égalité entre produit et revenu, ce dernier devenant supérieur au premier, donc aboutissant à une situation absurde, sauf si l'on inventait les catégories de salaire et de profit soutenables, occultant ainsi une partie des revenus *déjà* distribués.

Cette aporie n'est pas la seule. Ainsi le dernier rapport de l'Assemblée nationale sur les nouveaux indicateurs de richesse à construire ressasse-t-il les sempiternelles critiques du PIB qui se résument, dit le rapport, ainsi : « En résumé, le PIB ne mesure que ce qui se vend ou s'achète [...] » (p. 11). Cela est carrément faux puisque le PIB inclut tout le produit non marchand à côté du produit marchand. Dans une économie comme la nôtre, cela représente environ un quart du PIB total.

La naturalisation des catégories économiques et l'émergence d'une néo-physiocratie

Le grand mérite d'Adam Smith puis de David Ricardo fut d'avoir montré l'inanité de la physiocratie lorsque celle-ci, sous la plume de François Quesnay notamment, soutenait que seule la terre et la nature en général créaient de la valeur économique. Ils fondaient leur

réfutation sur la distinction entre richesse et valeur. La nature est une richesse inestimable, mais la valeur relève de l'activité humaine. Le tort des classiques Smith et Ricardo fut de croire que les lois économiques qu'ils ébauchaient étaient universelles et intemporelles. Ce fut l'œuvre de Marx de balayer cette dernière croyance (les prétendues lois économiques sont toujours sociales et historiques, en relation avec les rapports sociaux dominants), tout en reprenant la distinction fondatrice entre richesse et valeur : « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme dit William Petty. »[3] Ou bien : « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine. »[4] Et aussi : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. »[5]

Essayant de contourner cet obstacle méthodologique, voici ce qu'écrivent deux économistes actuels, spécialistes des questions environnementales : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! »[6]

On voit par là que les auteurs explorent une piste différente de la précédente ; il ne s'agit plus de mesurer la valeur intrinsèque de la nature mais de mesurer ce qu'elle crée comme valeur ou, comme ici, mesurer la part de la valeur ajoutée qui lui est imputable. Que vaut ce raisonnement ? Rien. Ces auteurs confondent les *conditions* de création de la valeur économique et cette création elle-même, en imputant à un *facteur limitant* (notion que l'on doit aux écologues) une partie de la création de la valeur de la production. Comment s'apercevoir de l'absurdité de ce raisonnement ? Au lieu d'imaginer le nettoyage à sec des toisons de laine, imaginons que l'on empêche le berger de respirer. Sans air, il meurt dans les quelques minutes qui suivent son apnée et son activité avec lui. Nos auteurs en concluraient-ils que l'air était à l'origine de 100 % de la valeur anciennement créée ? On ne leur posera pas la question parce nous sommes animés d'une grande humanité (que l'on ne trouvera jamais intégrée dans le PIB). On remarquera seulement que ladite perte de valeur ne correspond qu'à une perte de valeur économique (à cause d'une moindre production) et non pas d'une perte de valeur naturelle. La théorie dominante nage en pleine confusion.

Sommes-nous au bout de nos peines du décorticage de la pseudo-science économique de l'environnement ? Non, parce que la petite fable racontée du berger, de l'eau et de la toison est une extraordinaire présentation pédagogique de la fine fleur de la sus-nommée science qui n'est autre que l'application de la fonction de production Cobb-Douglas à l'environnement.

Que les lecteurs que quelques formules rebutent (et je les comprends) mais qui sont néanmoins curieux de ce qu'on nomme la soutenabilité faible se reportent aux endroits où j'ai expliqué cela, car je le résume brièvement ici.[7]

La fonction de production Cobb-Douglas met en relation la quantité produite Q et les quantités de capital physique K et de travail L utilisées. La forme de cette fonction a été choisie à dessein pour ses propriétés mathématiques. Elle est de caractère multiplicatif, c'est-à-dire que les facteurs K et L sont multipliés entre eux après avoir été « élevés à la puissance » d'exposants mesurant les élasticités partielles a et b de Q par rapport respectivement à K et L . [8] Ainsi, on est assuré par les vertus de cette multiplication que les facteurs sont substituables entre eux. Ce qui donne la formule $Q = K^a L^b$. Lorsque, en outre, la fonction est à rendements constants ($a + b = 1$), c'est-à-dire que la production augmente strictement proportionnellement à la quantité de facteurs, la fonction présente des propriétés mathématiques particulières : 1) le produit total se répartit intégralement en rémunération du capital (profit) et du travail (salaires), conformément au théorème d'Euler sur les fonctions homogènes dérivables ; dans ce cas, les élasticités partielles a et b représentent aussi les parts de ces rémunérations dans le produit total ; 2) l'hypothèse fondamentale néoclassique peut être conservée : l'optimum de l'entrepreneur est atteint lorsque les rémunérations du capital et du travail sont respectivement égales à leur « productivité marginale », c'est-à-dire au supplément de production obtenu en ajoutant une unité de capital et en laissant la quantité de travail inchangée, ou bien en ajoutant une unité de travail et en laissant la quantité de capital inchangée.

Cependant, lorsque les économistes néoclassiques, à la suite du travail pionnier de Robert Solow, tentèrent de décomposer le taux de croissance économique pour comprendre les causes de celle-ci, ils n'eurent aucune difficulté à calculer la dérivée logarithmique de Q – qui est, par définition, le taux de croissance de Q – mais ils constatèrent que l'augmentation des quantités de facteurs de production n'expliquait qu'environ la moitié du taux de croissance. Ils baptisèrent le reste « résidu » et l'imputèrent au progrès technique en reconstruisant la fonction de production de telle sorte que l'hypothèse de rémunération des facteurs à la hauteur de leur productivité marginale soit conservée. Il suffisait de concevoir le progrès technique comme un trend constant et le tour était joué.

Une deuxième difficulté a surgi lorsque la préoccupation environnementale a saisi les économistes néoclassiques. En perfectionnant le modèle de croissance de base de Solow, les économistes néoclassiques, notamment Joseph Stiglitz, incorporèrent un troisième facteur E représentant l'environnement dans la fonction de production : $Q = K^a L^b E^c$, où c est l'élasticité partielle de Q par rapport à E et simultanément la part des propriétaires de l'environnement dans le produit global puisque les rendements restent constants ($a + b + c = 1$). Quand on prend la dérivée logarithmique de Q par rapport au temps t , on obtient le taux de croissance de Q dans le temps qui se décompose comme la somme du taux de croissance de chaque facteur pondérée par sa part dans le produit total.

Grâce aux propriétés mathématiques de cette fonction construite *ad hoc*, on a l'illusion que le résultat obtenu donne la contribution de chaque facteur à la production et, en particulier, la contribution de la nature à la création de la valeur de cette production. Cette idée selon laquelle on pourrait identifier la part du revenu global captée par les différents propriétaires des facteurs de production à la contribution productive de chacun d'eux rappelle celle que Marx critiquait avec la « formule trinitaire » [9] : parce que le prix des marchandises comprend le salaire, le profit et la rente, les économistes dont se moquait Marx pensaient désigner les trois sources de la valeur. Mais ce n'est qu'une illusion. En effet, la décomposition du taux de croissance économique à partir de la fonction de production n'est pas une preuve de la contribution productive de chaque facteur.

D'abord, on n'obtient ce résultat que parce que la fonction multiplie les facteurs pour les rendre substituables entre eux, aux antipodes d'une conception écologiste où les facteurs seraient complémentaires et au nom de laquelle on ne devrait donc pas réclamer qu'on incorpore le facteur environnement dans une telle fonction de production.

Ensuite, cette fonction a été construite pour conserver l'hypothèse selon laquelle la rémunération d'un propriétaire de facteur est égale à ladite « productivité marginale » de ce facteur. Cette règle constitue l'un des piliers de la théorie microéconomique néoclassique qui en fait la condition de l'utilisation optimale des facteurs de production.

Enfin, on pourrait ajouter beaucoup d'autres facteurs dans cette fonction et trouver une « justification » de la part que s'approprient leurs propriétaires et dont la croissance pondérée viendrait atténuer celle imputable aux seuls capital et travail dans une fonction à deux variables. Tout cela est impeccable mathématiquement, mais c'est une aberration économique.

Aberration dont la fonction idéologique est puissante : en réinventant la physiocratie, on construit un nouveau fétichisme attaché, non plus seulement aux rapports sociaux, mais aussi aux rapports avec la nature. Au secours, Aristote, Marx et Keynes[10], revenez ! Il y a urgence, François Hollande vient de réhabiliter la pire ineptie jamais prononcée en économie : « l'offre crée sa propre demande ».

24 janvier 2014

[1] C. de Perthuis et P.A. Juvet, *Le Capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, O. Jacob, 2013, p. 21.

[2] J. Stiglitz, A. Sen, J.-P. Fitoussi, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus*, volume I, Paris, Odile Jacob, 2009, p. 303 et 316 ; *Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, volume II, Paris, Odile Jacob, 2009, p. 308, 324 et 349.

[3] K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 571.

[4] K. Marx, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, 1875, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome I, p. 1413.

[5] K. Marx, *Le Capital*, Livre III, 1894, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II, 1968, p. 1430.

[6] C. de Perthuis et P.-A. Juvet, *Le capital vert, op. cit.*, p. 196 ; voir aussi p. 10.

[7] On pourra trouver cela dans J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, LLL, 2013 ; ou bien dans « [La misère de l'écologie](#) », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158.

[8] L'élasticité partielle de la production par rapport à un facteur de production est mesurée par le rapport de la variation relative de la production et de la variation relative de ce facteur : de quel pourcentage va varier la production si on fait varier de x % le facteur ?

[9] Marx K., *Le Capital*, Livre III, *op. cit.*, chapitre XXV, p. 1425 et suiv.

[10] Eh oui, dans une page magnifique de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936, Paris, Payot, 1969, p. 223), J.M. Keynes distingue le seul facteur de production au sens propre, le travail, et « le cadre déterminé où ce facteur opère ».

